

MINISTERE DES AFFAIRES EXTERIEURES

LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

RAPPORT ANNUEL

PERIODE DU 1^{er} AVRIL 1984 AU 31 MARS 1985

Ottawa,

juin 1985

TABLE DES MATIERES

Page

1	Introduction
1	Rapport statistique
2	Organisation
3	Mise en application
4	Voies officielles et voies officieuses
4	Instructions ministérielles
5	Instrument de délégation
6	Appels au Commissaire à la protection de la vie privée
	Annexe A
	Annexe B

INTRODUCTION

Le deuxième rapport présenté par le ministère des Affaires extérieures concernant l'application de la Loi sur la protection des renseignements personnels porte sur la période allant du 1^{er} avril 1984 au 31 mars 1985.

RAPPORT STATISTIQUE

2. Vous trouverez ci-joint (annexe A) le "Rapport sur la Loi sur la protection des renseignements personnels", qui renferme les détails statistiques exigés par la Loi.

3. Le Ministère a reçu trente et une demandes officielles pendant la période visée, sans compter les huit demandes de l'année précédente qui avaient été reportées; en tout, trente-six demandes ont été traitées.

4. Dans le calcul des frais relatifs aux agents et au personnel de soutien qui ont eu un rôle à jouer dans l'application de la Loi, nous avons divisé le traitement annuel de ces employés par 220 (le nombre de jours ouvrables) pour obtenir le coût journalier. Nous avons ensuite divisé celui-ci par 7½ pour obtenir le coût horaire. Le coût total a été calculé à partir du nombre de jours ouvrables compris dans la période visée (249). Les

coûts relatifs au personnel comprennent: a) les charges salariales des employés du Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels, qui ont consacré environ le quart de leur temps à des tâches liées à la protection des renseignements personnels, et b) les charges salariales d'autres employés du Ministère qui ont participé au traitement des différentes demandes. Le chiffre qui figure dans la case "autres" représente les frais de fonctionnement, la photocopie notamment.

ORGANISATION

5. Le Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels coordonne le traitement des demandes adressées au Ministère et veille au respect de la Loi. Les pratiques établies, qui supposent des rapports étroits avec les directions générales concernées et avec les conseillers juridiques, ont continué à fonctionner de façon satisfaisante au cours de la période visée. Avec le temps, le document de contrôle et le registre des demandes se sont révélés des outils de gestion nécessaires au bon fonctionnement de l'opération.

6. Le coordinateur des Affaires extérieures doit aussi effectuer, pour le compte d'autres institutions gouvernementales, des consultations auprès de gouvernements étrangers en ce qui concerne la divulgation de

renseignements personnels qui proviennent de ces gouvernements. Le Ministère effectue notamment de nombreuses démarches au nom de la Commission nationale des libérations conditionnelles, du Service correctionnel du Canada et de la Gendarmerie royale du Canada. Leurs demandes sont acheminées à la mission concernée, qui tente alors d'obtenir les recommandations du gouvernement étranger.

7. Le coordinateur est chargé de la contribution annuelle du Ministère à la préparation du Répertoire des renseignements personnels, qui renferme des informations destinées au public, notamment une description de l'organisation du Ministère, des détails sur ses programmes et fonctions ainsi qu'une description de tous les fichiers de renseignements personnels et de toutes les catégories de renseignements personnels dont il est responsable.

MISE EN APPLICATION

8. Le nombre de demandes est relativement peu élevé. La plupart sont de nature plutôt directe et portent principalement sur des renseignements relatifs aux passeports. Nous n'avons pas éprouvé de difficulté à traiter ces demandes avec l'effectif dont nous disposions.

9. Une salle de consultation ouverte au public a été aménagée dans un endroit adjacent au Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels. Tous les manuels en usage au Ministère, de même que le Répertoire des renseignements personnels et les formules de demandes d'accès à des renseignements personnels, sont à la disposition des requérants.

VOIES OFFICIELLES ET VOIES OFFICIEUSES

10. Par ailleurs, le Ministère continue de répondre aux demandes acheminées par la voie habituelle. Le volume de ces demandes officieuses est généralement égal, sinon supérieur, au nombre de demandes officielles qu'il reçoit.

INSTRUCTIONS MINISTÉRIELLES

a) Divulgations faites aux termes de l'alinéa 8(2) e)

11. Le Ministère répond aux demandes légitimes de divulgation de renseignements personnels présentées par des organismes d'enquête autorisés, pourvu que celles-ci soient présentées par écrit et qu'elles satisfassent aux prescriptions énoncées dans les Lignes directrices provisoires du Conseil du Trésor - Loi sur la protection des renseignements personnels, partie III. Au 31 mars 1985, des arrangements concernant la communication des renseignements

avaient été pris avec la Gendarmerie royale du Canada, avec Revenu Canada (Impôt) et Revenu Canada (Douanes et Accise). Au cours de la période allant du 1er avril 1984 au 31 mars 1985, nous avons répondu à trente-quatre demandes faites en vertu de l'alinéa 8(2) e).

b) Fichiers non consultables

12. Le Ministère n'est responsable d'aucun fichier non consultable.

c) Usage et divulgation des renseignements

13. Comme le ministère des Affaires extérieures n'est responsable que d'un nombre restreint de fichiers de renseignements personnels, l'application du nouveau code régissant l'usage et la divulgation des renseignements personnels n'a pas posé de problème. Tous les fichiers et toutes les catégories de renseignements personnels sont passés en revue deux fois par année, dans le cadre de la contribution du Ministère à la préparation du Bulletin et du Répertoire des renseignements personnels.

INSTRUMENT DE DÉLÉGATION

14. Conformément à la Loi sur la protection des renseignements personnels, le secrétaire d'État aux Affaires

extérieures a délégué ses pouvoirs à un petit nombre de hauts fonctionnaires du Ministère. Vous trouverez à l'annexe B copie de l'instrument de délégation.

APPELS AU COMMISSAIRE A LA PROTECTION DE LA VIE PRIVEE

15. Durant la période visée, trois plaintes ont été déposées. La décision du Ministère a été maintenue dans un cas et le Commissaire à la protection de la vie privée poursuit son enquête dans les deux autres cas.



RAPPORT SUR LA LOI
SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Institution Ministère des Affaires extérieures	Période visée par le rapport 1 avril 1984-31 mars 1985
--	--

I Demandes en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels

Reçues pendant la période visée par le rapport	31
En suspens depuis la période antérieure	8
TOTAL	39
Traitées pendant la période visée par le rapport	36
Reportées	3

II Dispositions prises à l'égard des demandes traitées

1. Communication totale	15	6. Renseignements insuffisants	
2. Communication partielle	6	7. Abandon	2
3. Exclusion		8. Document inexistant	12
4. Exception		TOTAL	36
5. Traitement impossible	1		

III Exceptions invoquées

par. 18(2)	art. 21	art. 23 b)	
art. 19(1) a)	art. 22(1) a)	art. 24	
b)	b)	art. 25	
c)	c)	art. 26	6
d)	par. 22(2)	art. 27	
art. 20	art. 23 a)	art. 28	

IV Exclusions citées

art. 69(1) a)	
b)	
art. 70(1)	
a)	
b)	
c)	
d)	
e)	
f)	

V Délai de traitement

Moins de 30 jours	36
De 31 à 60 jours	
De 60 à 120 jours	
Plus de 120 jours	

VI Prorogations des délais

	Moins de 30 jours	Plus de 30 jours
Interruption des opérations		
Consultation		
Traduction		
TOTAL		

VII Traduction

Traduction demandée	4
Traduction préparée	4
De l'anglais au français	
Du français à l'anglais	4
Délai moyen de traduction	5 jours

VIII Méthode de consultation

Copies de l'original	17
Examen de l'original	
Copies et examen	4

IX Corrections et mentions

Corrections demandées ►	Corrections effectuées ►	Mentions annexées ►
-------------------------	--------------------------	---------------------

X Coûts

Personnel	S	A-P
Agents	\$ 47690	.66
Soutien	\$ 12060	.51
Autres	\$ 154	
TOTAL	\$ 59804	1.17

XI Appels interjetés auprès du commissaire à la protection de la vie privée

Raisons	
Utilisation et communication	
Refus de communication	3
Prorogation des délais	
Publications	
Refus de traduction	
Délai de traduction	
Autre	
Nbre d'appels reçus pendant la période visée	3
Nbre d'appels réglés pendant la période visée	1
Nbre d'appels reportés	2
Temps moy. pour juger (add. rég.) (jours)	
Recommandation du commissaire acceptée	
Recommandation du commissaire rejetée	

XII Appels interjetés auprès de la Cour fédérale

Appel présenté par	
Le demandeur	
Le commissaire à la protection de la vie privée	
Temps moy. pour juger (add. rég.) (jours)	
Nbre d'appels reçus pendant la période visée	
Nbre d'appels réglés pendant la période visée	
Nbre d'appels reportés	
Ordre de communiquer	
Ordre de ne pas communiquer	
Autre	

Secretary of State for External Affairs



Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures

Canada

OTTAWA, Ontario
K1A 0G2

Arrêté sur la délégation en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels

En vertu de l'article 73 de la Loi sur la protection des renseignements personnels, le Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures délègue aux titulaires des postes mentionnés à l'annexe ci-après, ainsi qu'aux personnes occupant à titre intérimaire lesdits postes, les attributions dont il est, en qualité de responsable d'une institution fédérale, investi par les articles de la Loi mentionnés dans l'annexe en regard de chaque poste. Le présent document remplace et annule celui daté du 4 novembre 1983.

ANNEXE

<u>Poste</u>	<u>Article(s) de la Loi sur la protection des renseignements personnels</u>
1. Sous-ministre, Commerce extérieur	Tous les articles
2. Sous-ministre, Affaires politiques	Tous les articles
3. Sous-ministre adjoint, Administration	Tous les articles
4. Sous-ministre adjoint, Coordination des politiques	Tous les articles
5. Sous-ministre adjoint, Affaires politiques et Sécurité internationale	Tous les articles
6. Coordonnateur, Accès à l'information et protection des renseignements personnels	Tous les articles
7. Chef de poste ou de mission	Alinéa 8(2)(m)

DATE

le 7 novembre, 1984

CAI
EA
P61
1984/85
DOCS

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures
OTTAWA

MAR 2 1989

RETURN TO GOVERNMENT LIBRARY
REVENIR À LA BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE

PRIVACY ACT

ANNUAL REPORT

APRIL 1, 1984 TO MARCH 31, 1985

Ottawa,

June 1985

INDEX

Page

1	Introduction
1	Statistical Report
2	Organization of Access to Information and Privacy (ATIP) Activities
3	ATIP Implementation
3	Formal/Informal Interface
3	Institutional Policies
4	Designation Order
5	Appeals to the Privacy Commissioner
	Appendix A
	Appendix B

INTRODUCTION

This second Privacy Act report for the Department of External Affairs covers the period from April 1, 1984 to March 31, 1985.

STATISTICAL REPORT

- 2. The attached Report on the Privacy Act (Appendix A) contains the detailed statistics that are required under the Act.
3. A total of 31 formal privacy requests was received during the reporting period and 8 were brought forward from the prior year; of these requests 36 were completed.
4. In calculating the costs for officers and support staff involved in the implementation of the Act, we have taken the annual salaries of the individuals and divided them by 220 (the number of working days) to obtain a daily cost. The daily cost was then divided by $7\frac{1}{2}$ to get the hourly cost. The number of days during the period under review (249) was used to calculate the total costs. The reported personnel costs represent the salary costs of the personnel of the Access to Information and Privacy Office, who devote approximately one-quarter of their time to Privacy-related duties, plus the salary cost of other departmental personnel involved in processing individual request. The figure listed in the "other" costs column represents operating costs such as photo-copying.

ORGANIZATION OF ACCESS TO INFORMATION AND PRIVACY
(ATIP) ACTIVITIES

5. The ATIP Office maintains overall control and co-ordination of application processing within the Department so as to ensure adherence to the legislation. The procedures established, which include close liaison with the appropriate program bureaux and legal advisors, have continued to work satisfactorily during the period under review. Such administrative devices as the tracking document and control ledger have become recognized with experience as necessary tools for effective operation.

6. One role peculiar to the External Affairs Co-ordinator involved carrying out consultation on behalf of other government institutions with foreign governments concerning the release of personal information originating from those foreign governments. In particular, the Department acts extensively for the National Parole Board, the Correctional Service of Canada and the Royal Canadian Mounted Police. Their requests are forwarded to the appropriate Canadian mission abroad which seeks the recommendations of the foreign government.

7. The ATIP Co-ordinator is responsible for preparation annually of the Department's contribution to the Personal Information Index, which provides information to the public including a description of the organization of the Department, details of its programs and functions,

and a description of all Personal Information Banks and Classes of Personal Information under its control.

ATIP IMPLEMENTATION

8. Privacy requests to the Department have been relatively small in number and straight-forward in nature, involving passport information in most cases. We have had no difficulty handling these with the available personnel.

9. A reading room has been established in a public access area of the Department's headquarters adjacent to the ATIP Office. All current departmental manuals, and the Personal Information Index and Personal Information Request Forms are available for use by applicants.

FORMAL/INFORMAL INTERFACE

10. In addition to formal requests for personal information, the Department continues to respond to informal requests. The volume of such informal requests is generally equal to, if not greater than, the number of formal requests received.

INSTITUTIONAL POLICIES

(a) Disclosures under Section 8(2)(e)

11. The Department will respond to legitimate requests from authorized investigative bodies for disclosures of personal information providing that they are submitted in writing and meet the requirements specified

in the Treasury Board Interim Policy Guide: Access to Information and Privacy Act, Part III. As at March 31, 1985, disclosure arrangements have been entered into with the Royal Canadian Mounted Police, National Revenue (Taxation) and National Revenue (Customs and Excise). During the period from April 1, 1984 to March 31, 1985, we responded to 34 requests under Section 8(2)(e).

(b) Exempt Banks

12. The Department does not control any designated exempt banks.

(c) Use and Disclosure

13. As the Department of External Affairs controls only a limited number of Personal Information Banks, the implementation of the new Use and Disclosure code with respect to personal information has not been a problem. All banks and classes of personal information are reviewed twice annually as part of the process of producing departmental contributions to the Personal Information Index and Bulletin.

DESIGNATION ORDER

14. The Secretary of State for External Affairs has delegated his powers as outlined in the Privacy Act to a small number of senior departmental officials. A copy of --- the designation order is attached as Appendix B.

APPEALS TO THE PRIVACY COMMISSIONER

15. During the period under review, 3 appeals were submitted. The Department was upheld on one, and two are still being investigated by the Privacy Commissioner.

REPORT ON THE PRIVACY ACT

Institution Department of External Affairs	Reporting period Apr. 1/84 - March 31/85
--	--

I Requests under the Privacy Act		II Disposition of requests completed			
Received during reporting period	31	1. All disclosed	15	6. Insufficient information	
Outstanding from previous period	8	2. Disclosed in part	6	7. Abandoned	2
TOTAL	39	3. Excluded		8. Does not exist	12
Completed during reporting period	36	4. Exempt		TOTAL	36
Carried forward	3	5. Unable to process	1		

III Exemptions invoked				IV Exclusions cited	
S. 18(2)		S. 21		S. 23(b)	
S. 19(1) (a)		S. 22(1) (a)		S. 24	
(b)		(b)		S. 25	
(c)		(c)		S. 26	6
(d)		S. 22(2)		S. 27	
S. 20		S. 23(a)		S. 28	

V Completion time		VI Extensions			VII Translations		VIII Method of access	
Under 30 days	36		Under 30 days	Over 30 days	Translation requested	4	Copies given	17
31 to 60 days		Interference with operations			Translation provided	4	Examination	
60 to 120 days		Consultation			English to French		Copies and examination	4
Over 120 days		Translations			French to English	4		
		TOTAL			Average time to prepare translations	5 days		

X Correction and notation		
Corrections requested >	Corrections made >	Notation attached >

C Costs			XI Appeals to privacy commissioner		XII Appeals to Federal Court	
Personnel	\$	PY	Reasons		Appeal by	
Officer	\$ 47690	.66	Use and disclosure		Applicant	
Support staff	\$ 12060	.51	Non disclosure	3	Privacy commissioner	
Other	\$ 154		Extension		Average time of resolution (for those completed) (days)	
TOTAL	\$ 59804	1.17	Publications		No. initiated during reporting period	
			Denial of translation		No. completed during reporting period	
			Time to prepare a translation		No. carried forward	
			Other		Disclosure ordered	
			No. initiated during reporting period	3	Non-disclosure ordered	
			No. completed during reporting period	1	Other	
			No. carried forward	2		
			Average time of resolution (for those completed) (days)			
			Commissioner's recommendation accepted			
			Commissioner's recommendation rejected			

Secretary of State for External Affairs



Canada

Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures

OTTAWA, Ontario
K1A 0G2

Privacy Act Designation Order

The Secretary of State for External Affairs, pursuant to section 73 of the Privacy Act, hereby designates the persons holding the positions set out in the schedule hereto, or the persons occupying on an acting basis those positions, to exercise the powers and perform the duties and functions of the Secretary of State for External Affairs as the head of a government institution under the sections of the Act set out in the schedule opposite each position. This designation replaces the designation dated November 4, 1983.

SCHEDULE

<u>Position</u>	<u>Section(s) of Privacy Act</u>
1. Deputy Minister for International Trade	All sections
2. Deputy Minister for Political Affairs	All sections
3. Assistant Deputy Minister for Administration	All sections
4. Assistant Deputy Minister for Policy Co-ordination	All sections
5. Assistant Deputy Minister for International Political and Security Affairs	All sections
6. Co-ordinator for Access to Information and Privacy	All sections
7. Heads of post or missions	Paragraph 8(2) (m)

DATE
November 7, 1984

